



Réussir le 22 Mai dans la fonction publique et œuvrer pour la convergence des luttes revendicatives !

Alors que les conflits sociaux s'accumulent, Emmanuel MACRON, usant de sa légitimité électorale, entend bien mettre en place coûte que coûte la totalité des projets gouvernementaux. Opposant les populations les moins bien loties entre elles (chômeurs contre salariés, précaires contre fonctionnaires, actifs contre retraités, etc.), il entend imposer sa vision d'une société du « ruissellement » dans laquelle seuls les premiers de cordée seraient pourvoyeurs de richesses et consentiraient à donner quelques miettes à ceux qui ne sont rien ! Les réformes envisagées vont toutes dans le sens d'une individualisation des parcours et des prises de risques à l'opposé des valeurs de solidarité, d'égalité d'accessibilité et de traitement sur tout le territoire. Répondant au dogme de baisse des dépenses publiques il entend casser un modèle social, qui tout en étant perfectible, repose sur une redistribution des richesses et a permis d'amortir socialement les effets de la crise pour beaucoup. Dans la fonction publique, aux MTES et MCT, malgré la forte mobilisation du 22 mars, AP2022 et ses mesures néfastes pour les missions de service public, les services, les personnels et les garanties collectives dont les statuts sont toujours d'actualité.

L'heure est donc à l'amplification, l'élargissement des mobilisations et à la convergence des luttes passant par une unité syndicale la plus large possible, à construire au plus près des lieux de travail dans les AG et les HMI.

N'oublions pas que la France détient le record du monde de dividendes versés aux actionnaires... De l'argent il y en a pour les services publics, pour les personnels, pour les usagers !

Nombreux et déterminés, inversons la tendance !

Le 22 mai, en grève, dans les manifestations et dans la continuité d'actions s'il le faut, refusons les mesures d'austérité, refusons AP2022 et mobilisons-nous pour une société de progrès social !